



**Centre Informatique du
Ministère de la Santé « CIMS »**

États Financiers

Exercice 2019

(JUN 2020)

Centre Informatique du Ministère de la Santé

BILAN ARRETE AU 31 Décembre 2019 (Chiffres exprimés en dinars)

	NOTE	31/12/2019	31/12/2018
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>			
<u>Actifs immobilisés</u>			
Immobilisations incorporelles		320 825	320 825
Moins : amortissements		-276 006	-213 385
		44 819	107 440
Immobilisations corporelles		3 299 593	3 044 961
Moins : amortissements		-2 687 472	-2 407 180
		612 121	637 781
Immobilisations financières		25 981	25 981
Moins: provisions		0	0
		25 981	25 981
<u>Autres actifs non courants</u>		0	0
Total des actifs non courants	5	682 922	771 202
<u>ACTIFS COURANTS</u>			
Stocks		63 291	53 051
Moins: provisions		0.00	0.00
	6	63 291	53 051
Clients et comptes rattachés		2 389 685	2 312 571
Provisions		-1 690 701	-1 391 571
	7	698 984	921 000
Autres actifs courants		572 902	2 270 905
Provisions		-249 337	-249 337
	8	323 565	2 021 568
Placements et autres actifs financiers		0	0
Liquidités et équivalents de liquidités	9	4 685 959	1 860 478
Total des actifs courants		5 771 799	4 856 098
TOTAL DES ACTIFS		6 454 721	5 627 300

Centre Informatique du Ministère de la Santé

BILAN ARRETE AU 31 Décembre 2019

(Chiffres exprimés en dinars)

	NOTE	31/12/2019	31/12/2018
<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
Fonds de dotation		829 882	829 882
Subventions d'investissement		3 450 562	3 199 135
Amortissements des subventions d'investissement		-2 793 675	-2 450 831
Résultats reportés		-864 403	-1 317 091
Effets des modifications comptables		580 028	443 947
Total capitaux propres avant résultat de l'exercice		1 202 394	705 043
Résultat net de l'exercice		693 489	452 687
Total des capitaux propres	10	1 895 883	1 157 730
<u>PASSIFS</u>			
<u>PASSIFS NON COURANTS</u>			
Emprunts		0	0
Autres passifs financiers		0	0
Provisions	11	1 011 924	1108 633
Total des passifs non courants		1 011 924	1108 633
<u>PASSIFS COURANTS</u>			
Fournisseurs et comptes rattachés	12	602 588	614 842
Autres passifs courants	13	2 944 325	2 746 096
Concours bancaires et autres passifs financiers		0	0
Total des passifs courants		3 552 055	3 360 938
Total des passifs		4 546 913	4 469 570
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		6 454 721	5 627 300

Centre Informatique du Ministère de la Santé

ETAT DE RESULTAT EXERCICE CLOS AU 31 Décembre 2019

(Chiffres exprimés en dinars tunisiens)

	NOTE	31/12/2019	31/12/2018
<u>Produits d'exploitation</u>		<u>10 051 085</u>	<u>10 385 218</u>
Revenus	14	875 458	818 638
Autres produits d'exploitation	15	9 175 627	9 566 580
<u>Charges d'exploitation</u>		<u>(9 480 657)</u>	<u>(9 911 064)</u>
Variation des stocks		10 240	571
Achats consommés	16	(200 858)	(146 128)
Charges de personnel	17	(7 820 139)	(7 726 874)
Dotations aux amortissements et aux provisions	18	(551 516)	(1 140 791)
Autres charges d'exploitation	19	(918 385)	(897 842)
<u>Résultat d'exploitation</u>		<u>570 428</u>	<u>474 154</u>
Charges financières nettes			
Produits financiers	20	58 464	25 101
Autres gains ordinaires	21	163 208	10 378
Autres pertes ordinaires	22	(98 610)	(56 945)
<u>Résultat des activités ordinaires avant impôt</u>		<u>693 489</u>	<u>452 687</u>
Impôt sur les bénéfices		-	-
<u>Résultat des activités ordinaires après impôt</u>		<u>693 489</u>	<u>452 687</u>
Eléments extraordinaires		0	0
<u>Résultat net de l'exercice</u>		<u>693 489</u>	<u>452 687</u>
Effets des modifications comptables net d'impôt		136 081	0.00
<u>Résultat après modifications comptables</u>		<u>829 570</u>	<u>452 687</u>

Centre Informatique du Ministère de la Santé

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE EXERCICE CLOS AU 31 Décembre 2019 (Chiffres exprimés en dinars tunisiens)

	NOTE	31/12/2019	31/12/2018
<u>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</u>			
Résultat net de l'exercice		693 489	452 687
Ajustements pour :			
- Amortissements & Provisions		551 516	1 140 791
Variations des :			
- Clients et comptes rattachés		(77 113)	(113 792)
- Stocks		(10 240)	(571)
- Autres actifs		1 698 003	(1 398 962)
- Fournisseurs et comptes rattachés		(12 254)	(803 998)
- Autres passifs courants		191 979	(56 104)
-. Quote part de la Subvention d'investissement inscrite au compte résultat		(342 844)	(317 718)
-. + OU - Value sur cession des immobilisations		68.477	0.00
- Effets des modifications comptables		136 081	0.00
<i>Flux de trésorerie provenant de (affectés aux) activités d'exploitation</i>		2 828 686	(1 097 667)
<u>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</u>			
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations		(254 632)	(268 253)
Encaissements provenant de la cession d'immob. Corp.et incorp.			
<i>Flux de trésorerie provenant de (affectés aux) activités d'investissement</i>		(254 632)	(268 253)
<u>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</u>			
		-	-
Subventions d'investissement		251 427	268 255
<i>Flux de trésorerie provenant de (affectés aux) activités de financement</i>		251 427	268 255
VARIATION DE TRESORERIE		2 825 481	(1 097 665)
Trésorerie au début de l'exercice		1 860 478	2 958 143
Trésorerie à la clôture de l'exercice		4 685 959	1 860 478

Notes aux États Financiers

NOTES D'ORDRE GENERAL

1- Présentation du Centre Informatique du Ministère de la Santé « CIMS »:

Le Centre Informatique du Ministère de la Santé est un établissement public à caractère non administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan informatique du Ministère de la Santé et des établissements sous tutelle. En outre, il est chargé, selon l'article 2 de la loi 92-19 du 3 février 1992, d'assurer les missions de conseil, d'exécution, de suivi et de contrôle en matière informatique au niveau de toutes les structures de santé. Il a notamment pour attributions :

- de mettre en œuvre et actualiser les dispositions prévues dans le plan informatique du ministère de la santé publique et veiller en particulier à son harmonisation avec les besoins ;
- d'autres départements ou organismes concernés ;
- d'élaborer des standards dans la conception, la réalisation et l'actualisation des procédures et des logiciels de gestion informatisée dans les différentes structures publiques de la santé ;
- de concevoir, mettre en place et gérer les banques de données et les statistiques sanitaires nationales et particulièrement les données concernant la carte sanitaire ;
- d'assurer l'homogénéité, la fiabilité, la sécurité et la confidentialité du système d'information des structures publiques de la santé ;
- de veiller à l'optimisation des investissements et l'exploitation des équipements et des logiciels informatiques acquis par le ministère de la santé et les établissements sous tutelle. Il doit, en particulier, veiller à l'homogénéité et à l'efficacité de ces équipements et logiciels et en assurer l'exploitation et la maintenance ;
- d'identifier et de couvrir les besoins du ministère de la santé et des établissements sous tutelle en matière de traitement automatique de l'information.
- de fournir des prestations de conseils et de services en matière d'informatique hospitalière à tout autre organisme sanitaire, public ou privé, national ou étranger, moyennant une rémunération ;

- d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de formation spécifique, dans le domaine de l'informatique sanitaire, à l'intention des personnels administratifs et médicaux concernés.

Pour assurer les missions qui lui sont dévolues, le financement principal du CIMS provient des subventions reçues de l'Etat. Accessoirement, les revenus du Centre proviennent de la facturation des travaux qu'il effectue pour le compte des établissements de santé et notamment la liaison à INTERNET, les travaux de réalisation de logiciels spécifiques et de conception et de mise en place des systèmes informatiques.

2- Respect des normes comptables tunisiennes :

Les états financiers du Centre Informatique du Ministère de la Santé, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagements) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation des états financiers, le CIMS a opté pour l'établissement de l'état de résultat et de l'état des flux de trésorerie selon le modèle autorisé.

3- Les bases de mesure et principes comptables pertinents :

- Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique à l'exception des bien meubles et immeubles ayant fait l'objet de l'apport initial de l'Etat lors de la constitution du Centre.
- Les méthodes comptables utilisées par le C.I.M.S appellent les précisions suivantes :

a- Subventions Publiques :

- La valeur de l'apport initial de l'Etat ainsi que celle des biens affectés par le Ministère de la Santé sont enregistrées dans le compte fonds de dotations.
- Les subventions ayant financées l'acquisition d'immobilisations sont enregistrées dans le compte subventions d'investissement (autres capitaux propres) et sont amorties selon le mode linéaire au même titre que les immobilisations qu'elles financent.
- L'amortissement des subventions d'investissements est enregistré dans le compte « Subvention d'investissement inscrite aux comptes de résultat »

- Les subventions de fonctionnement sont enregistrées dans le compte subventions d'exploitation (autres produits d'exploitation)

La subvention d'exploitation non consommée au cours de l'exercice est portée dans un compte de passifs « avances sur subventions ».

b- Logiciels produits par le Centre :

Les logiciels produits par le Centre sont livrés gratuitement aux E.P.S. Ceci explique le non constatation à l'actif du bilan du coût des logiciels « mère » en tant qu'immobilisations incorporelles productives de logiciels commercialisables.

4- Les principales provisions pour dépréciation :

➤ Pour les stocks,

La valeur d'inventaire est égal à la valeur de réalisation c'est le prix de vente estimé raisonnable dans les conditions normales de vente.

VO = Valeur comptable

Coût d'achat (marchandises / matières premières / matières consommables)

Coût de production (produit finis)

Valeur d'inventaire = Valeur de réalisation

Si $VO > \text{Valeur de réalisation}$, alors il y a lieu de constater une provision pour dépréciation des stocks.

➤ Provision Pour dépréciation des titres :

La dépréciation est évaluée par comparaison entre la VO et la valeur d'inventaire, ces deux valeurs calculent ainsi :

Nature du titre	VO	Valeur d'inventaire
Placement à LT (TP+ titres immobilisés)	Prix d'achat	Valeur d'usage (1)
Placement A CT	Prix d'achat	Titres cotés = Valeur du marché (2) Titres non cotés = juste valeur (3)

- Pour déterminer la valeur d'usage, il convient de tenir compte de plusieurs facteurs tels que, la valeur du marché, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.
- La valeur du marché correspond au cours en bourse moyen pondéré des transactions qui ont eu lieu au cours du mois qui précède la clôture de l'exercice.
- La juste valeur est déterminée par référence au prix stipulé dans des transactions récentes sur les titres considérés ou à la valeur mathématique des titres (SNC de la société émettrice/ le nombre d'actions de la société).

➤ **Provision pour dépréciation des créances :**

Les créances sur les clients, sur les débiteurs divers, les prêts. ... sont également sujets à des moins-values lorsque certains faits permettent de douter la solvabilité du débiteur. On procède à une estimation de la perte probable définie le plus souvent en pourcentages du montant de la créance.

On distingue trois catégories de clients :

- Client réguliers, solvables.
- Les clients douteux pour lesquels on enregistre une perte éventuelle (partielle ou totale) du biais de provisions pour dépréciation.
- Les clients insolvable pour lesquelles la créance est perdue totalement. Un ne constitue pas dans ce cas de provisions puisque le montant de la perte est exactement connu. Un passe directement une écriture pour solde le compte du client insolvable et pour constater la perte subie début du compte 634 : perte sur créance irrécouvrable.

Les créances clients non recouvrées et qui date à plus d'une année comptable, doivent être provisionnées à hauteur de leurs montants figurant sur les comptes comptables au 31/12/N-1.

➤ **Provision pour gratification de fin de service :**

La gratification de fin de service constitue une indemnité octroyée à chaque employé du Centre à cause de son départ à la retraite, et ce, à raison de deux mois de salaire. A cet effet, le service comptable du Centre doit provisionner cette indemnité pour chacun de ses employer.

La détermination de cette provision est régie par les normes comptables internationales IAS 19 et IAS 37. A cet effet, il est nécessaire de déterminer le taux de capitalisation ainsi que le taux d'actualisation de cette indemnité :

- Le taux de capitalisation : puisque le Centre fait partie des entreprises publiques on a pris en considération que le taux d'augmentation des salaires dans le secteur public pendant la dernière décennie est compris entre 6% et 7%.
- Le taux d'actualisation : puisque l'indemnité sera versée à long terme on a pris en considération le taux de rendement des placements à long terme sans risque tel que les BTA (Bon de Trésor et Assimilé) en se référant à la publication de la BCT on a pu déterminer une moyenne de 6,7%.

➤ **Provision pour risque :**

- Provision au titre de la TVA sur les services de fourniture de l'internet gratuitement : le montant de la TVA concerné de l'exercice doit être provisionné à hauteur de 100%.
- Provision au titre de la retenue à la source sur salaire : la retenue à la source opérée en moins des montants dus, doit faire l'objet d'une provision à la fin de l'exercice.

5 – Engagements hors bilan :

Les cautionnements versés par les fournisseurs au 31 décembre 2019 se détaillent comme suite :

Fournisseurs	Cautionnement en DT
Ste ORADIST	385.560
Ste AURES AUTO	4448.120
Ste HIGHTECH SQL	1588.650
Ste ARCHIDOC	804.452
Ste ATH CONSULTING	435.540
Ste CIFA	1463.700
Ste TENSTEP	543.780
Ste AMA ENG	1827.210
Ste MAE	6913.921
Ste SODEXO	7452.000
Ste MSD	285.567
Ste TELEEC	339.000
Ste ITSM	514.080
TOTAL	26 806.232

Centre Informatique du Ministère de la Santé "CIMS"

NOTE N°5 : IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

	IMMOBILISATIONS BRUTES				AMORTISSEMENTS				VCN AU	
	Soldes au 31/12/2018	Entrées 2019	Sorties 2019	Soldes au 31/12/2019	Soldes au 31/12/2018	Entrées 2019	Sorties 2019	Soldes au 31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019
Logiciels	320 825	0	0	320 825	213 385	62 621	0	276 006	107 440	44 819
Total des immobilisations Incorporelles	320 825	0	0	320 825	213 385	62 621	0	276 006	107 440	44 819
Bâtiments	240 506	2580	0	243 086	243 086	0	0	243 086	0	0
A.A.I	315 649	11 493	0	327 142	295 126	3 406	0	296 308	20 523	30 209
Matériel de Transport	425 557	44 481	0	470 038	295 244	63 815	0	359 058	130 313	174 798
M.M.B	202 235	3 089	0	205 325	179 859	7 981	0	187 840	22 377	18 321
Matériel Informatique	1 666 839	146 140	0	1 181 979	1 224 604	186 324	0	1 410 928	442 235	363 229
Matériel de Communication	14 232	619	0	14 851	13 609	74	0	13 752	623	1 173
Matériel audiovisuel	19 051	42 924	0	61 975	12 824	10 669	0	23 493	6 227	49 151
Matériel de Conditionnement	106 378	2 075	0	108 453	89 939	3 704	0	93 643	16 439	18 514
Matériel Divers et Outillages	54 514	1 230	0	55 743	52 888	1 632	0	54 520	1 626	2 855
Total des immobilisations corporelles	3 044 961	254 631	0	3 299 593	2 407 180	280 223	0	2 687 472	637 781	612 121
Cautionnements	25 981		0	25 981	0	0	0	0	25 981	25 981
Total des immobilisations financières	25 981	0	0	25 981	0	0	0	0	25 981	25 981
Total en D	3 391 767	254 631	0	3 646 398	2 620 565	342 844	0	2 963 409	771 202	682 922

Notes aux états financiers de l'exercice 2019

NOTE N°6 : STOCKS

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Fournitures de production	10 544	8 108
Fournitures ordinateurs	41 159	33 902
Fournitures de bureau	9 778	9 041
Fournitures électriques	1 810	2 000
Total en DT	63 291	53 051
Provisions pour dépréciation des stocks	0.00	0.00
Total en DT	63 291	53 051

NOTE N°7 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Clients divers	2 389 685	2 312 571
Total en DT	2 389 685	2 312 571
Provisions pour dépréciation des comptes clients	-1 690 701	-1 391 570
Total en DT	698 984	921 000

NOTE N°8 : AUTRES ACTIFS COURANTS

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Avances au personnel	3 039	4 345
Comptes d'Etat	552 507	536 553
Charges constatées d'avance	17 067	22 033
Subvention à recevoir	0.00	1 701 600
Créance / immobilisation	0.00	0.00
Timbre fiscal	289	124
Total en DT	572 902	2 270 905
Provisions pour dépréciations	-249 337	-249 337
Total en DT	323 565	2 021 568

NOTE N°9 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Bons de trésor	1150 000	150 000
Banques	1 452 837	1 437 995
CCP	2 082 838	271 833
Caisse	284	650
Total en DT	4 685 959	1 860 478

Centre Informatique du Ministère de la Santé "CIMS"

NOTE N°10 : TABLEAU DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES

	Fonds de dotation	Subventions d'Investissement	Amortissement Subventions d'Investissement	Résultat de l'exercice	Résultats reportés	Effets des modifications comptables	Total Capitaux Propres
Solde au 31/12/2018	829 882	3 199 135	(2 450 831)	452 687	(1 317 091)	443 947	1 157 730
Affectation résultat 2019				693 489			-
Résultat 2019				693 489			693 489
Subvention d'investissement 2019		3 450 562					3 450 562
Amortissement de la subvention d'investissement			(2 793 675)				(2 793 675)
Effets des modifications comptables						580 028	580 028
Solde au 31/12/2019	829 882	3 450 562	(2 793 675)	693 489	(864 403)	580 028	1 895 883

Notes aux états financiers de l'exercice 2019

NOTE N°11 : PROVISIONS

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Gratification de fin de service	945 529	879 246
Provision pour Risque	66 395	229 387
Total en DT	1 011 924	1 108 633

NOTE N°12 : FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Fournisseurs d'exploitation	369 334	465 972
Fournisseurs d'immobilisations	160 853	60 276
Retenues de garantie	42 015	35 670
Factures non parvenues	30 386	52 924
Total brut	602 588	614 842

NOTE N°13 : AUTRES PASSIFS COURANTS

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Clients non identifiés	64 692	171 394
Comptes de personnel	329 425	761 421
Subventions d'investissements en instance d'affectation	1 759 590	715 871
Impôts & taxes	424 064	389 231
Sécurité sociale	332 796	635 699
Charges à payer	33 758	66 231
Total en DT	2 944 325	2 746 096

NOTE N°14 : REVENUS

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Etudes	30 063	15 063
Prestations de services	845 395	803 575
Total en DT	875 458	818 638

NOTE N°15 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Subvention d'exploitation	8 820 000	8 508 000
Quote part des subventions d'investissement	342 844	317 718
Produit divers	12 783	740 862
Total en DT	9 175 627	9 566 580

NOTE N°16 : ACHATS CONSOMMES

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Achats consommés	51 932	19 031
Electricité	77 492	55 811
Carburant	67 373	69 438
Eau	2 480	1 848
Total en DT	200 857	146 128

NOTE N°17 : CHARGES DE PERSONNEL

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Salaires et compléments de salaires	6 587 068	6 657 537
Charges sociales	1 233 071	1 069 337
Total en DT	7 820 139	7 726 874

NOTE N°18 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Amortissements des immobilisations	342 844	317 718
Provisions pour dépréciations	2 688 539	2 574 588
Reprises sur provisions	(2 479 867)	(1 751 515)
Total en DT	551 516	1 140 791

NOTE N°19 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Locations	103 132	101 841
Entretiens et réparations	108 895	117 713
Assurance	59 350	39 080
Impôts & taxes	76 672	71 622
Frais postaux et de télécommunication	266 880	223 449
Formations et documentation	122 483	179 432
Autres charges	33 559	10 805
Honoraires	52 730	62 339
Missions et réceptions	91 014	91 561
Total en DT	918 385	897 842

NOTE N°20 : PRODUITS FINANCIERS

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Revenus des placements	58 464	25 101
Total en DT	58 464	25 101

NOTE N°21 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Produits nets sur cession d'immobilisations	0.00	0.00
Autres gains ordinaires	163 208	10 378
Total en DT	163 208	10 378

NOTE N°22 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Autres pertes ordinaires	98 610	56 945
Total en DT	98 610	56 945